

## **Compte rendu du Grand débat national qui s'est tenu à Andrest (65390) le 1er mars 2019.**

La municipalité d'Andrest avec ses communes voisines (Aurensan, Bazet, Gayan, Lagarde, Marsac, Pujo, Saint-Lézer, Saint-Sever-de-Rustan, Sarniguet, Siarrouy et Villenave-Près-Marsac) a organisé un Grand débat national dans sa salle des fêtes le 1<sup>er</sup> mars 2019 de 19h30 à 23h00.

Une cinquantaine d'administrés ont assisté à la réunion dans une ambiance décontractée et constructive.

Nous reproduisons ci-dessous les débats concernant les quatre thèmes proposés par le Président de la République.

### **1. - La transition écologique.**

#### **a) Problèmes constatés :**

La pollution de l'air via des particules fines est générée par des usines plutôt que par les véhicules.

Cependant, la pollution est souvent attribuée au « petit peuple » qui est surtaxé alors que les « gros » peuvent tout se permettre du fait de leur richesse.

La pollution par les ondes existe également.

Les industriels polluent énormément en produisant des emballages en plastique.

Il existe des incohérences dans les politiques gouvernementales comme l'incitation à l'achat de véhicules « moins polluants » comme ceux roulant à l'essence alors qu'ils sont aussi polluants que les véhicules diesel.

L'utilisation intensive de produits chimiques dans l'agriculture et l'élevage intensif posent également problème.

Il y a un manque de coordination internationale empêchant une politique cohérente sur l'utilisation des produits chimiques.

Par ailleurs, des pays polluent davantage que d'autres du fait de leur activité économique (exploitation du gaz de schiste, par exemple). La biodiversité est donc en danger.

Il existe un poids trop important des lobbies financiers, chimiques et industriels entraînant une inertie dans les politiques publiques.

En-effet, les lobbyistes du fait de leur poids trop important ont le pouvoir « d'édicter » des lois.

L'éducation ne prend pas assez en compte l'enseignement de l'écologie qui devrait débiter dès l'école primaire.

La recherche est au point mort concernant le développement des nouvelles énergies.

Le coût du traitement des déchets ménagers est trop élevé. La répercussion de ce traitement sur les ménages a pour conséquence la multiplication des dépôts sauvages d'ordures.

En ce qui concerne les travaux d'économie d'énergie, les foyers ayant de faibles revenus n'ont pas les moyens de réaliser ces travaux et les revenus moyens n'ont pas droit aux aides.

## **b) Solutions proposées :**

Il serait judicieux de lutter contre les élevages intensifs polluants, qui génèrent de la souffrance animale, et de réduire également les importations massives de viande.

Il faudrait prendre en compte la pollution au niveau mondial et favoriser la plantation d'arbres et de haies afin de relancer la biodiversité.

Concernant l'agriculture, il faudrait une politique internationale cohérente sur l'interdiction des produits chimiques polluants et arrêter immédiatement l'usage du glyphosate.

Une intervention auprès des industriels serait nécessaire afin de les obliger à réduire les emballages plastiques et de les remplacer par des emballages végétaux recyclables.

Les pollueurs industriels doivent être taxés à la source par une fiscalité juste et efficace.

Il est important de réduire les déplacements en revitalisant les centres villes.

Les grandes surfaces doivent être davantage taxées et la pression fiscale devrait diminuer sur les petits commerces de proximité.

Le ferroutage doit être relancé tout en diminuant la construction de routes et d'autoroutes.

Dans la réforme de l'enseignement, des matières portant sur l'écologie devraient être intégrées dès le primaire, pour une prise de conscience dès le plus jeune âge.

La recherche doit être promue pour innover concernant des énergies propres comme le moteur à hydrogène.

Les travaux de rénovation énergétique ne devraient pas être assujettis à la TVA.

## **c) Conclusions:**

Les jeunes générations commencent à s'emparer des problématiques liées à l'écologie et manifestent leurs idées à l'échelle européenne.

Elles s'inquiètent sur l'état de la planète qui sera transmis aux générations futures.

Toutefois, l'écologie ne doit pas être une excuse pour taxer davantage les « citoyens lambda ».

Les vrais pollueurs doivent être les payeurs.

L'écologie est liée à la finance mais ne doit pas être soumise à cette dernière.

## **2.- La fiscalité et les dépenses publiques.**

### **a) Les élus et les dépenses publiques :**

L'Etat doit être transparent concernant l'argent qu'il dépense : il doit rendre compte de l'utilisation de l'argent des Citoyens.

Les élus ne doivent plus bénéficier d'avantages quand ils n'assument plus leurs fonctions.

En cas de cumul des mandats, les rémunérations et avantages ne peuvent plus s'additionner.

Les carrières politiques ne peuvent pas être illimitées.

Les élus doivent être correctement rémunérés afin de les mettre à l'abri des groupes de pression. Ces lobbies doivent, par ailleurs, être transparents.

## **b) La fiscalité et les dépenses publiques:**

La réalisation d'économies se matérialiserait par la suppression des « commissions » et du Sénat.

Les Citoyens ne veulent plus choisir entre payer des impôts et bénéficier des services publics.

La loi du profit gangrène les services au public qui sont d'intérêt général. Il faut donc les préserver et les développer.

Les multinationales étrangères, comme les GAFAs, qui font des profits sur notre territoire doivent être taxées en France.

Il faut plus de justice fiscale, en particulier pour les faibles revenus qui ont droit à la dignité.

La CSG devrait être supprimée sur les retraites : sans aucun plafond. Par ailleurs, elle devrait être totalement déductible et donc non imposable.

Les impôts ne doivent plus augmenter et la TVA sur les denrées doit être supprimée.

Enfin, les dépenses concernant la défense nucléaire s'avèrent trop élevées et inutiles.

## **c) Les dépenses publiques liées aux personnes âgées :**

Les retraites actuelles sont trop faibles pour subvenir aux besoins des personnes âgées.

La solidarité intergénérationnelle diminue par manque de moyens et par les évolutions sociétales comme l'éclatement des familles.

Le vieillissement de la population nécessite de plus en plus des services adaptés. Par exemple, l'accès aux services numériques liés à l'aide aux personnes est difficile.

Le nombre d'EHPAD est trop restreint et les prix trop élevés.

## **3.- La démocratie et la citoyenneté.**

Pour les Citoyens présents au Grand débat, la démocratie laïque permet de vivre ensemble grâce à la liberté de conscience et à la liberté de culte, à condition que la séparation des pouvoirs (assemblée nationale, Sénat et Cour de Cassation) soit assurée.

La présence de représentants est nécessaire afin de vivre tous ensemble. Le nombre des parlementaires qui représentent le Peuple ne doit pas être nécessairement limité mais il faut limiter le nombre de mandats qu'ils exercent et contrôler leurs actions.

Il faut faire plus de place à la société civile, comme les associations ou les syndicats, et mener une réflexion pour son développement comme un Sénat intégrant des délégués associatifs.

Il faut résoudre le problème de la représentation des différentes catégories sociales dans les instances nationales et permettre à chacun de réintégrer son emploi à l'expiration de son mandat.

Le recours au référendum doit être davantage employé afin d'encourager la participation des Citoyens à la vie politique.

Le système électoral actuel doit évoluer en reconnaissant le « vote blanc », toutefois, rendre obligatoire le droit de vote n'est pas souhaitable.

Il est important de dissocier réellement les dates des élections présidentielles et législatives.

#### **4- L'organisation de l'Etat et des services publics.**

##### **a) Problèmes constatés :**

La réforme territoriale est contestée car elle éloigne le Citoyen des lieux de décision.

Par ailleurs, elle engendre plus de déplacements pour les élus donc plus de frais (*idem pour les rencontres sportives*).

Le Citoyen a de plus en plus de mal à entretenir des liens simples et à contacter les services de l'Etat.

##### **b) Solutions proposées :**

Il faut davantage de services publics comme ceux liés à l'éducation, à la santé et à la Poste.

Il faut maintenir un minimum de personnel dans les administrations afin de faire face à la déshumanisation du Service public.

##### **C) Le statut des élus :**

Les élus doivent être bien payés mais leurs liens et leurs relations doivent être publics et contrôlés.

Le cumul des mandats doit être autorisé mais pas le cumul des indemnités.

Les privilèges des « grands élus » ne doivent pas être maintenus surtout après la fin de leur activité politique.

Le Sénat doit être réformé et remplacé par une « chambre » où la société civile serait représentée.

En fin de réunion, après une nouvelle charge contre les « grands élus », une Citoyenne exprime son attachement pour les élus de terrain qui sont au plus près de la réalité quotidienne des Français.

*Le Grand débat s'achève à 23h00.*